



Assemblée générale

Documents officiels

Commission du désarmement

318^e séance plénière

Jeudi 19 janvier 2012, à 10 heures

New York

Président : M. Al-Bayati

(Iraq)

La séance est ouverte à 10 h 20.

Ouverture de la session

Le Président (*parle en anglais*) : Je déclare ouverte la session d'organisation de 2012 de la Commission du désarmement.

La Commission se réunissant pour la première fois cette année, je souhaite à tous les membres une bonne année et plein succès dans leurs travaux en 2012.

Projet d'ordre du jour provisoire de la session d'organisation de 2012 de la Commission du désarmement (A/CN.10/L.68)

Le Président (*parle en anglais*) : Comme les années précédentes, la Commission se réunit brièvement aujourd'hui pour examiner les questions d'organisation, notamment l'élection du Président et des autres membres du Bureau pour la session de 2012.

J'appelle à présent l'attention de la Commission sur le projet d'ordre du jour provisoire de cette session d'organisation, qui est publié sous la cote A/CN.10/L.68.

S'il n'y a pas d'observations sur ce document, je considérerai que la Commission décide d'adopter le projet d'ordre du jour provisoire qui figure dans le document A/CN.10/L.68.

L'ordre du jour est adopté.

Élection du Président

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément au principe établi de roulement géographique, c'est au Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes que revient l'honneur de présenter le candidat à la présidence de la Commission pour sa session de 2012. J'ai reçu du Président de ce groupe une note m'informant que le Groupe est parvenu à un accord sur la candidature de l'Ambassadeur Enrique Román-Morey, Représentant permanent du Pérou, à la présidence de la Commission pour sa session de 2012.

Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite élire par acclamation M. Enrique Román-Morey Président de la Commission du désarmement.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de la Commission et en mon nom propre, je félicite l'Ambassadeur Enrique Román-Morey d'avoir été élu à ces hautes fonctions. J'exprime une vue communément partagée lorsque je dis que nous attendons avec intérêt de bénéficier de sa riche expérience et de ses compétences diplomatiques. Nous lui souhaitons un plein succès dans l'exécution de ses nouvelles et importantes fonctions. Quant à nous, nous sommes à son service et serons prêts, le cas échéant, à lui prodiguer des conseils et à lui assurer notre appui.

Ayant fait ces brèves observations, j'invite à présent l'Ambassadeur Román-Morey à assumer la présidence.

M. Román-Morey (Pérou) assume la présidence.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.

12-20974(F)



Merci de recycler



Déclaration du Président

Le Président (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président sortant pour l'amabilité de sa présentation.

(*l'orateur poursuit en espagnol*)

Je tiens tout d'abord à remercier les membres de la Commission du désarmement de m'avoir élu Président de ladite commission et de m'avoir confié la responsabilité de présider cette session. Je souhaite également remercier tout particulièrement le Président sortant de la Commission pour les aimables paroles qu'il a eues à mon égard, ainsi que mon groupe régional, le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, de m'avoir confié la direction de nos travaux.

Je suis pleinement conscient de la responsabilité que j'assume aujourd'hui. La Commission du désarmement, de même que la plus grande partie du mécanisme de désarmement, est depuis plus de 10 ans dans un état de stagnation incompréhensible et néfaste pour la communauté internationale. J'ai vu directement les problèmes auxquels nous devons faire face ensemble pour réaliser des progrès dans le domaine crucial du désarmement.

Comme les membres le savent, j'ai été, pendant plus de cinq ans, Vice-Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Directeur du Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies à Genève. Et j'ai été le témoin extraordinaire des efforts considérables mais décevants déployés à cette époque pour réaliser nos objectifs. Je suis convaincu qu'avec l'appui et la coopération de tous les membres, la Commission du désarmement trouvera le moyen de sortir de cette impasse pour s'acquitter de son mandat et recommander aux instances de négociations de conclure des accords qui bénéficient à l'ensemble de la communauté internationale.

Mais ces accords ne se feront pas sans la volonté politique nécessaire, si souvent mentionnée par tous les membres de la Commission. C'est à nous, et à nous seuls de veiller à ce que l'on cesse de dire que la seule volonté politique qui existe dans le domaine important du désarmement est de ne pas parvenir à des accords. Je le redis : je compte sur l'appui et la coopération de tous les États Membres pour atteindre les objectifs importants de la Commission.

Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, qu'il me soit permis de rendre un hommage bien mérité à l'Ambassadeur Al-Bayati pour la façon remarquable dont il a dirigé les travaux de la Commission du désarmement pendant sa session de fond de 2011. Je remercie également les autres membres du Bureau pour leurs efforts courageux et inlassables.

Je voudrais enfin remercier les délégations pour leur esprit positif et leur coopération lors de la session précédente de la Commission.

Élection des autres membres du Bureau

Le Président (*parle en espagnol*) : J'ai été informé de ce que les consultations se poursuivent au sein du Groupe des États d'Afrique, du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et du Groupe des États d'Asie sur les candidatures possibles aux postes de vice-président et de rapporteur. Nous aborderons la question ultérieurement.

S'agissant des candidats aux postes de vice-président du Groupe des États d'Europe orientale et du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, j'informe la Commission que ces groupes ont conclu leurs consultations avec succès. J'ai reçu une communication officielle du Groupe des États d'Europe orientale avalisant la nomination de M^{me} Danijela Čubrilo de la République de Serbie et de M. Łukasz Zieliński de la République de Pologne aux postes de vice-président.

J'ai également reçu une lettre du Président du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour le mois de janvier dans laquelle M. Niclas Kvarnström de la Suède et M. Knut Langeland de la Norvège sont nommés aux postes de vice-président pour représenter ce groupe.

En l'absence d'objection, je considérerai que la Commission souhaite élire par acclamation M^{me} Danijela Čubrilo de la République de Serbie, M. Łukasz Zieliński de la République de Pologne, M. Niclas Kvarnström de la Suède et M. Knut Langeland de la Norvège Vice-Présidents de la Commission pour la session de fond de 2012.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de la Commission, je félicite chaleureusement tous les membres récemment élus et leur souhaite un plein succès dans l'accomplissement de leurs fonctions. J'attends avec intérêt de travailler avec chacun d'entre eux et avec les autres membres du Bureau. J'espère que la chance nous sourira et que nous ferons montre de la volonté politique nécessaire pour atteindre nos objectifs.

Examen de la résolution 66/60 de l'Assemblée générale

Le Président (*parle en espagnol*) : Comme les membres de la Commission le savent, l'Assemblée générale a adopté la résolution 66/60, qui a une incidence particulière sur les travaux de la Commission. Par souci de clarté et dans l'intérêt des membres de la Commission, je voudrais me référer à cette résolution.

La résolution 66/60, intitulée « Rapport de la Commission du désarmement », a été adoptée par l'Assemblée générale le 2 décembre 2011, au titre du point 100 b). Les paragraphes pertinents du projet de résolution sont les paragraphes 7 et 8.

Le paragraphe 7 se lit comme suit :

« Recommande que la Commission du désarmement intensifie ses consultations afin de parvenir à un accord sur les points de son ordre du jour, conformément à la décision 52/492, d'ici au début de sa session de fond de 2012 ».

Le paragraphe 8 se lit comme suit :

« Prie la Commission du désarmement de se réunir en 2012 pendant trois semaines au plus, à savoir du 2 au 20 avril, et de lui présenter un rapport de fond à sa soixante-septième session ».

La résolution que je viens de mentionner contient également le mandat pour les futures travaux de la Commission du désarmement.

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent faire des déclarations ou des observations.

M. Juul-Nyholm (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne (UE).

La Croatie, pays adhérent; la Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Islande, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Tout d'abord, nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à l'Ambassadeur Hamid Al-Bayati, Président sortant de la Commission du désarmement, pour les efforts inlassables qu'il a déployés au cours de la précédente session. Nous tenons à féliciter le Président nouvellement élu, l'Ambassadeur Enrique Román-Morey. Nous profitons de cette occasion pour vous assurer, Monsieur le Président, du plein appui des pays de l'Union européenne. L'UE est impatiente de travailler en étroite collaboration avec vous, et nous sommes convaincus que, sous votre direction, les travaux de la Commission du désarmement progresseront. Nous félicitons également les Vice-Présidents élus, et leur souhaitons plein succès dans leur travail.

Le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements demeurent des questions très importantes. Des progrès ont été accomplis dans certaines instances s'agissant

de la promotion de ces questions, mais de nombreux défis restent encore à surmonter. Nous regrettons donc que la Commission du désarmement n'ait pas pu s'acquitter de son mandat au cours des 12 dernières sessions.

Conformément à son mandat, la Commission du désarmement doit examiner divers problèmes de désarmement et formuler des recommandations à leur sujet. Pour que la Commission puisse mener à bien cette tâche, l'Union européenne préconise des délibérations plus ciblées de la Commission pour le prochain cycle triennal. La Commission doit porter son attention sur des sujets spécifiques, et éviter des débats génériques et répétitifs.

Nous avons tous la responsabilité de faire bon usage de cette réunion de trois semaines. L'Union européenne est prête à prendre part à des débats portant sur la Commission du désarmement, dans le cadre de l'examen du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement.

Pour finir, Monsieur le Président, nous tenons à vous souhaiter plein succès dans vos futurs travaux, et vous renouvelons le plein appui de l'Union européenne.

M. Cassidy (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je suis honoré de prendre la parole au nom du Mouvement des pays non alignés. Le Mouvement tient à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Le Mouvement félicite le Président nouvellement élu, S.E. l'Ambassadeur Enrique Román-Morey, du Pérou, ainsi que les autres membres du Bureau de leur élection. Le Mouvement tient à assurer les nouveaux membres du Bureau de sa coopération et de son travail acharné en vue de contribuer à une session de fond productive de la Commission du désarmement. Le Mouvement des pays non alignés garantit en outre à tous les États Membres et groupes qu'il collaborera de façon constructive dans ce processus.

Le Mouvement souhaite également remercier sincèrement l'ancien Président, l'Ambassadeur Hamid Al-Bayati, et lui rendre hommage pour le brio avec lequel il a dirigé les travaux de la Commission. Le Mouvement remercie aussi les autres membres du Bureau.

Sur la question des points de l'ordre du jour du nouveau cycle de la Commission du désarmement, qui s'ouvrira en 2012, le Mouvement des pays non alignés souligne qu'il attache la plus haute priorité au point de l'ordre du jour intitulé « Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires », et espère qu'une action axée sur les résultats sera entreprise sur cette question essentielle pour pouvoir réaliser la paix et la sécurité internationales.

Le Mouvement des pays non alignés voudrait également proposer que le deuxième point de l'ordre du jour du nouveau cycle de la Commission du désarmement soit « Éléments d'un projet de déclaration faisant des années 2010 la quatrième Décennie du désarmement ». Compte tenu de l'importance vitale de cette question, le Mouvement espère que la proposition de ce point de l'ordre du jour recevra également le large appui qu'elle mérite. Le Mouvement est convaincu que si les États Membres œuvrent ensemble et font montre de la souplesse politique nécessaire, le rêve de parvenir au désarmement nucléaire complet pourra se réaliser.

M. Zielinski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence de la Commission du désarmement, et vous assurer du plein appui de la délégation polonaise.

Mon pays s'associe pleinement à la déclaration qui a été par le représentant du Danemark au nom de l'Union européenne. Je voudrais juste faire quelques commentaires.

La Pologne est profondément préoccupée par la situation de la Commission du désarmement, qui, depuis 1999, n'a pas été en mesure de formuler de recommandations de fond, contrairement au mandat que l'Assemblée générale lui a été confié lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Nous sommes déterminés à accomplir tous les efforts pour sortir le mécanisme de désarmement de l'impasse dans laquelle il se trouve, soutenons ceux que le Secrétaire général déploie pour revitaliser le mécanisme du désarmement, et sommes prêts à collaborer avec tous les États pour avancer dans ce domaine.

Nous sommes aussi prêts à nous associer aux initiatives novatrices destinées à faire avancer la cause de la maîtrise des armements et du désarmement et, en particulier, à celles visant à garantir l'efficacité du mécanisme de désarmement et à répondre aux préoccupations actuelles en matière de sécurité.

La Pologne est également déterminée à ne pas créer un précédent qui pourrait compromettre le mode de décision privilégié dans les organismes de désarmement et de contrôle des armes – à savoir le consensus. Il convient d'appeler l'attention sur le fait que la Commission du désarmement s'est penchée sur les moyens d'améliorer son fonctionnement à plusieurs de ses sessions. Vu l'impasse dans laquelle elle se trouve actuellement, les recommandations qu'elle a alors adoptées devraient inspirer la méthode de travail qu'elle retiendra pour les années à venir. À cette fin, la Pologne présentera un document de travail au cours de la session de fond, qui aura lieu en avril.

L'ouverture d'un nouveau cycle de la Commission du désarmement offre une nouvelle possibilité de faire des progrès dans le domaine du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. La Pologne aidera l'Organisation des Nations Unies à réaliser cet objectif.

M. Kvarnström (Suède) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais féliciter le Président à l'occasion de son élection. La Suède se réjouit à la perspective d'une session productive sous sa présidence. Je voudrais également saisir cette occasion pour féliciter les autres membres élus du Bureau, avec lesquels je me fais une joie de collaborer.

La Suède s'associe à la déclaration faite par le représentant du Danemark au nom de l'Union européenne. Néanmoins, je voudrais faire quelques observations complémentaires à titre national.

Lorsque la Commission du désarmement a été créée, elle a reçu le mandat d'un organe délibérant, dont les discussions devaient déboucher sur des recommandations susceptibles d'être examinées par l'Assemblée générale. En tant que tel, elle n'a jamais été censée être un organe de négociation. Il est vrai que la Commission a parfois été qualifiée par certains de mes collègues de laboratoires d'idées du mécanisme de désarmement. Or, je crois que cette description peut prêter à confusion, car depuis plus d'une décennie, aucune idée digne de ce nom n'a émané de la Commission.

Quel que soit l'angle sous lequel on aborde le problème, surtout si c'est celui de la réforme des Nations Unies et des moyens d'améliorer l'efficacité de l'Organisation, il n'est pas acceptable qu'un organe chargé de formuler des recommandations manque à sa tâche 12 années durant, alors qu'il dispose de tout le temps nécessaire pour ses sessions et que, chaque année, il coûte cher à l'Organisation.

On dit souvent que le mécanisme de désarmement ne présente rien d'anormal, que le problème vient tout simplement de l'absence de volonté politique. Mais même si tel était le cas, cela n'excuserait pas l'absence de progrès à la Commission, puisque notre tâche n'est pas de briser l'impasse, mais juste de produire des idées susceptibles de contribuer à sa solution éventuelle.

Lorsqu'un organe ne parvient pas à s'acquitter de son mandat principal pendant une période aussi longue, il est tout naturel, et conforme à une bonne pratique organisationnelle, d'envisager d'évaluer son rôle et ses travaux. Nous sommes résolument convaincus que cet examen nous devrions l'entamer dès maintenant. J'irai même plus loin, nous savons que si nous approuvons une fois de plus des thèmes très généraux pour l'ordre du jour du prochain cycle triennal -

comme nous l'avons fait par le passé, nous n'aboutirons à aucun résultat pendant trois années encore, à moins que des progrès extraordinaires n'interviennent dans d'autres organes du mécanisme de désarmement. La raison en est que non seulement nous avons des vues différentes sur des questions fondamentales, mais qu'en plus, tout progrès éventuel dans un domaine est l'otage de progrès ailleurs et que nos travaux sont organisés d'une manière qui nous empêche d'apporter une contribution concrète, sous quelque forme que ce soit.

La décennie du désarmement – celle des années 2010 – qui fait l'objet de nos discussions depuis un certain temps a déjà commencé, et les débats que nous avons eus jusqu'à présent à ce sujet ne donnent guère d'espoir d'obtenir des résultats cette année. La Commission du désarmement était censée être l'organe chargé de délibérer sur les grandes questions d'actualité en matière de désarmement et de communiquer les résultats de ces discussions à l'Assemblée générale. Nous sommes fermement convaincus que l'heure du changement a sonné. Après plus d'une décennie de discussions qui n'ont abouti à aucune recommandation, et étant donné que la plupart de nos délibérations n'ont jamais été suivies par quiconque en dehors de cette salle, le moment est venu d'agir.

Par conséquent, pour commencer, nous pourrions discuter du rôle et du fonctionnement de cette instance. Faisons notre autocritique, mais faisons également preuve de créativité. Unissons nos forces. Je suis certain que dans cette salle pleine de diplomates et amis talentueux, nous pouvons trouver une façon plus constructive de mener nos travaux.

Certaines des faiblesses de nos méthodes de travail semblent assez évidentes. Les questions inscrites à notre ordre du jour sont trop vastes; il n'existe pas d'accord quant à la façon de rendre éventuellement compte de nos délibérations; il faudrait tirer parti des documents d'analyse précédents; nous perdons du temps à trouver des présidents de groupes de travail; et nous manquons de la bouffée d'oxygène que des participants externes pourraient apporter à cette salle, pour que cet organe puisse véritablement être assimilé à un laboratoire d'idées.

En résumé, je crois que nous nous trouvons dans une mauvaise passe, car, année après année, nous gaspillons beaucoup de temps et d'argent alors que nous sommes dans une institution où tous deux font défaut. Pire, nous savons déjà à l'avance que nous ne devons attendre rien de nos efforts. En dépit des profondes divisions et des pommes de discorde qui existent entre nos gouvernements, il doit bien y avoir moyen pour nous d'apporter une contribution à l'Assemblée générale d'une certaine manière, et ainsi, de participer concrètement au règlement des grands problèmes

de non-prolifération et de désarmement de notre temps et de préserver la pertinence de cet organe.

Nous attendons avec intérêt vos conseils, Monsieur le Président, pour trouver un ordre du jour susceptible de déboucher sur des progrès. Nous vous assurons de notre pleine collaboration dans le cadre de ce travail urgent. Donnons-nous la possibilité de faire en sorte que le prochain cycle triennal corresponde à ce que l'on attend de l'Organisation des Nations Unies.

M. D'Antuono (Italie) (*parle en anglais*) : Je voudrais, au nom de ma délégation, remercier le Président sortant de la Commission du désarmement, l'Ambassadeur Al-Bayati, de son engagement et des efforts qu'il a consentis pendant la dernière session de la Commission. Je voudrais également féliciter le nouveau Président élu pour cette année, l'Ambassadeur Román-Morey, ainsi que les Vice-présidents. Je saisis cette occasion pour les assurer de l'appui de ma délégation pour faire avancer les travaux de la Commission.

L'Italie souscrit pleinement à la déclaration faite par le représentant du Danemark au nom de l'Union européenne. Je voudrais souligner brièvement quelques points.

Il est regrettable et inadmissible que la Commission du désarmement n'ait pas été capable, depuis 1999, de faire des recommandations de fond, compte tenu en particulier de ce qu'elle coûte chaque année. Nous pensons qu'il est crucial de tirer des enseignements des expériences négatives du passé afin d'éviter de continuer à faire les mêmes erreurs. Par conséquent, nous sommes convaincus que nous devrions nous abstenir des discussions répétitives et trop générales qui n'aboutiront finalement qu'à un autre échec de la Commission du désarmement. En particulier, comme l'ont souligné d'autres orateurs, il faut éviter de choisir, pour le prochain cycle triennal, des points de l'ordre du jour trop vastes et généraux. Au contraire, pour faciliter un accord sur des recommandations consensuelles, nous devrions essayer de retenir des thèmes précis relatifs au désarmement nucléaire et aux armes classiques, ainsi qu'à d'autres questions importantes en matière de désarmement.

L'Italie appuie résolument et activement les initiatives prises par le Secrétaire général et par de nombreux États Membres pour revitaliser le mécanisme de désarmement. Nous sommes convaincus que nous ne devrions ménager aucun effort pour surmonter l'impasse qui empêche la Commission du désarmement de faire le travail pour lequel elle est mandatée en sa qualité d'organe délibérant, à savoir examiner diverses questions relatives au désarmement et faire des recommandations à ce sujet.

À cet égard, il ne fait aucun doute qu'examiner les voies et moyens d'améliorer le mécanisme du désarmement est l'une des questions primordiales qui méritent notre attention de toute urgence. Par conséquent, ma délégation estime qu'il faudrait prévoir un point de l'ordre du jour portant sur le rôle et la pertinence de la Commission du désarmement dans le contexte de la revitalisation du mécanisme du désarmement.

M. Bavaud (Suisse) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Commission du désarmement à sa session de 2012. Je vous souhaite plein succès dans l'exercice de cette fonction. Je voudrais également féliciter les autres membres du Bureau de leur élection.

Le fait que les organes multilatéraux chargés du désarmement soient paralysés depuis tant de temps est des plus préoccupants. Les conséquences sont importantes et se font déjà sentir. Si on ne parvient pas à trouver une issue, elles ne feront que s'aggraver dans les années à venir. Les organes de désarmement existants semblent incapables de relever les défis auxquels ils sont confrontés. Cela s'explique notamment par le fait que de nombreux acteurs accordent plus d'importance aux considérations de sécurité nationale qu'aux intérêts de la communauté internationale dans son ensemble. Cette approche étroite n'est manifestement pas la bonne, car de nos jours, il n'est plus possible de dissocier les intérêts nationaux des questions de sécurité mondiale. Une nouvelle impulsion est donc nécessaire pour corriger le déséquilibre qui existe entre l'acuité des problèmes et l'absence actuelle de progrès.

L'objectif principal de la Commission du désarmement, en tant qu'organe spécialisé et délibérant du mécanisme de désarmement des Nations Unies, est de renforcer et de définir les normes relatives au désarmement en faisant des recommandations à l'Assemblée générale. Les recommandations formulées par le passé démontrent la valeur ajoutée de la Commission; mais voilà maintenant plus de 12 ans que cet organe a adopté une quelconque recommandation de fond. Il importe donc de réévaluer son apport dans le cadre des processus de désarmement et de maîtrise des armements. Les options qui pourraient permettre de régler cette situation doivent être examinées plus en détails. L'impasse dans laquelle se trouve la Commission du désarmement est, dans une certaine mesure, liée au fait que deux questions principales sont inscrites à son ordre du jour, à savoir les armes nucléaires et les armes classiques. Ceci donne lieu à une situation peu propice au progrès, car une absence de progrès dans l'un de ces deux domaines provoque une stagnation dans l'autre.

Un moyen concret d'améliorer l'efficacité du débat est de choisir les sujets de manière plus précise, par exemple en mettant l'accent sur un aspect en particulier dans le domaine des armes nucléaires et des armes classiques. Nous ne pouvons plus continuer comme si de rien n'était. Cela dit, pour ce qui est de l'ordre du jour de la session de fond de 2012 de la Commission du désarmement, nous penchons en faveur du thème concernant le rôle de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre mécanisme de désarmement. Nous sommes prêts à rechercher, en collaboration avec les membres du Bureau et les délégations, le meilleur moyen d'intégrer ce sujet ou d'autres, à l'ordre du jour.

M^{me} Stoeva (Bulgarie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous félicite de votre accession à la présidence de la Commission du désarmement. Le fait que vous dirigiez nos travaux a fait naître l'espoir d'une Commission du désarmement différente et plus efficace. C'est un honneur et un plaisir que de travailler à vos côtés, et vous pouvez véritablement compter sur l'appui de notre délégation.

Comme l'ont fait remarquer plusieurs orateurs avant moi, il est extrêmement décevant que la Commission du désarmement n'ait pu obtenir de résultats tangibles pendant 12 années consécutives. Comme son mandat l'indique clairement, c'est un organe délibérant chargé d'examiner divers problèmes de désarmement et de formuler des recommandations à leur sujet; et pourtant, nous n'avons obtenu que de maigres résultats.

Nous estimons également qu'il importe d'organiser un débat sur la pertinence de la Commission du désarmement. C'est à nous qu'il revient de faire le meilleur usage de cette enceinte particulière, mais, si nous n'organisons pas un débat franc sur son rôle et sa place dans le contexte plus général du mécanisme de désarmement, nous aurons encore une fois les mains liées par un ordre du jour que nous connaissons déjà et qui produira vraisemblablement les mêmes résultats qu'auparavant.

En conséquence, ma délégation estime qu'il serait opportun d'organiser un débat sur le rôle de la Commission du désarmement et les moyens de la rendre plus pertinente dans le courant du présent cycle triennal. Nous disposons de neuf semaines réparties sur trois ans. Nous pourrions consacrer au moins une partie de ce temps à une introspection de nos travaux et assumer nos responsabilités à cet égard.

M. Ishigaki (Japon) (*parle en anglais*) : Étant donné que je prends la parole pour la première fois, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence. Je tiens également à vous assurer, ainsi qu'aux

autres membres présents, du plein appui et de la participation active du Japon au cours de la prochaine session.

Sachant que nous partageons une grande partie des frustrations dont ont fait part nos collègues concernant le manque de progrès de la Commission depuis de nombreuses années, je tiens à souligner que le Japon espère que cette année, nous parviendrons à utiliser cette frustration pour lancer une dynamique qui nous permettra d'accomplir des progrès conséquents afin que la Commission joue un rôle d'envergure dans le cadre général du mécanisme de désarmement.

Il me semble que nous sommes tous conscients que la Commission n'a enregistré aucun progrès depuis plusieurs années. Cependant, il me semble également que cela nous met dans une position bien plus favorable en vue d'envisager le rôle que peut jouer la Commission dans le cadre des nombreux autres débats en cours sur le désarmement dans le monde entier.

Bien sûr, j'estime, comme vous-même l'avez fait remarquer, Monsieur le Président, que la Commission du désarmement ne ménage aucun effort en dépit du fait qu'elle n'est pas parvenue à accomplir de progrès conséquents. Néanmoins, en tant qu'organe délibérant, nous pouvons également jouer un rôle pour contribuer à ses délibérations. De même, comme nous le savons tous, le Secrétaire général est personnellement très impliqué dans la revitalisation du processus de désarmement dans le cadre d'un certain nombre de ses activités. D'autre part, le Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires va se réunir cette année, et plusieurs autres processus importants de négociations sur les armes légères et le traité sur le commerce des armes vont également avoir lieu dans le courant de l'année.

Dans un contexte beaucoup plus large, j'estime que ce Comité, au sein duquel sont représentés tous les États Membres, sera à même de formuler des recommandations au sujet du rôle que peut jouer la Commission dans ce contexte général. À l'instar de nombreux orateurs qui l'ont souligné, j'estime que le rôle principal de la Commission n'est pas de parvenir à un quelconque accord, mais de formuler des recommandations – de donner matière à penser, d'une certaine manière – à l'attention des autres organes qui travaillent également dur pour atteindre l'objectif fixé dans le domaine du désarmement.

Je vais également exposer brièvement nos vues concernant l'opinion exprimée par nos collègues du Mouvement des pays non alignés. Le Japon appuie lui aussi fermement l'objectif du désarmement nucléaire complet. Il

est aux avant-postes des efforts visant à réaliser un monde exempt d'armes nucléaires, et il partage l'enthousiasme des membres du Mouvement à cet égard.

En outre, j'estime qu'il importe de débattre de ces questions dans le cadre de la Décennie du désarmement, mais, comme je l'ai souligné au début de ma déclaration, il faut les aborder dans un contexte plus général et plus contemporain pour trouver un moyen de venir à bout de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le mécanisme de désarmement.

Ainsi, une fois de plus, nous estimons que le moment est parfaitement choisi pour profiter du présent cycle triennal pour rechercher des moyens de faire jouer à la Commission un rôle d'appui positif à l'égard d'autres collègues, notamment à Vienne, à Genève et ici même, à New York, en cette période cruciale. J'attends avec impatience de prendre part à ce débat, et j'espère sincèrement que la Commission parviendra à formuler de bonnes recommandations cette année et dans le courant du présent cycle triennal.

M. Langeland (Norvège) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter de votre élection. Ma délégation se réjouit à la perspective de travailler avec vous. Nous tenons également à remercier le Président sortant de l'excellent travail qu'il a accompli durant la session de 2011.

Un certain nombre de délégations ont exprimé leur préoccupation concernant la situation actuelle au sein de la Commission du désarmement. Ceci doit être interprété comme une preuve d'attachement à la Commission et une volonté d'améliorer son efficacité. Il importe selon moi de saisir cette occasion.

Deuxièmement, la Norvège est également préoccupée au sujet de la Commission du désarmement. La Norvège a fait part de ses préoccupations à plusieurs occasions, tant à la Commission du désarmement qu'à la Première Commission. Entre autres propositions, nous avons suggéré de cibler les débats de la Commission du désarmement. Nous avons également proposé, si nous ne parvenons au consensus que nous recherchons durant la présente session, de garder au minimum une trace de nos délibérations afin que nous ne perdions pas de vue les délibérations qui se sont déroulées au sein de la Commission.

Nous avons aujourd'hui l'occasion de rendre la Commission plus pertinente. Comme l'a souligné le représentant de la Suisse, il suffirait que nous nous abstenions de continuer de fonctionner comme si de rien n'était. Selon ma délégation, il ne fait aucun doute que nous devons régler la question des armes nucléaires. Ma délégation estime que

la question des armes classiques va également être abordée. Cependant, si nous le faisons, nous devrions peut-être définir des sujets précis qui feront l'objet de délibérations ou nous appuyer sur les travaux de l'année dernière et des années précédentes et nous inspirer de certains documents qui ont au moins fait l'objet de délibérations durant la session de 2011.

Ma délégation considère qu'il est important de prendre également le temps d'examiner le rôle de la Commission du désarmement dans le cadre des efforts plus larges de revitalisation du mécanisme multilatéral en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération. La Commission aura un rôle à jouer, et nous devons le préciser par rapport à celui joué par d'autres organes. La Commission étant un organe délibérant, nous pourrions également étudier son mode de fonctionnement en tant que tel.

Nous sommes attentifs aux différentes vues des États Membres. Certains demandent, entre autres, la convocation d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ce qui fera également l'objet d'un débat. Il nous faudrait toutefois aussi pouvoir avoir un échange de vues sur la manière de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement.

Nous devons, avant l'ouverture de la session de fond en avril, tenir des consultations sur les moyens de tirer le meilleur parti des trois semaines dont nous disposons. Il est à espérer que nous aurons alors réglé toutes les questions de procédure et que nous pourrions nous mettre immédiatement au travail début avril. Espérons également que nous pourrions convenir de consacrer certains de nos débats au recensement des domaines dans lesquels nous partageons le même point de vue, de ceux où il pourrait y avoir des convergences d'opinion et de ceux où d'autres discussions s'imposent. En procédant ainsi, la Commission du désarmement s'acquitterait de ses fonctions.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le représentant de la Norvège pour ses propositions. Nous en avons pris bonne note, comme nous le faisons pour toutes les propositions faites par les délégations.

M^{me} Ledesma Hernández (Cuba) (*parle en espagnol*) : Au nom de la délégation cubaine, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la tête de nos travaux. Nous sommes très heureux de voir un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes assumer la présidence.

Nous nous associons aux propos tenus par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des

pays non alignés, à l'appui de l'inscription du désarmement nucléaire en tant que point de l'ordre du jour de la Commission. Il s'agit d'une question de désarmement prioritaire pour le Mouvement, afin d'atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Parallèlement, nous sommes favorables à la proposition visant à ajouter, en tant que deuxième point de l'ordre du jour de la Commission du désarmement pour le nouveau cycle, les éléments d'un projet de déclaration faisant des années 2010 la quatrième décennie du désarmement. Sur ce point, nous pensons qu'il est possible d'avancer en s'appuyant sur les travaux réalisés à ce jour en vue de déclarer les années 2010 quatrième décennie du désarmement. Il s'agirait selon nous d'une avancée importante dans le cadre du programme multilatéral pour le désarmement. Nous insistons sur la validité et la pertinence de cette question en tant qu'élément catalyseur pour promouvoir le désarmement.

S'agissant de certaines vues exprimées par des représentants au sujet du peu de progrès réalisés par cet organe, nous considérons qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé. Au contraire, cela montre qu'il n'y a pas de volonté politique suffisante pour obtenir des résultats concrets dans le domaine du désarmement. Nous avons également entendu plusieurs propositions suggérant d'éviter les questions de portée générale au profit de sujets concrets. Or, nous relevons que ces propositions ne sont pas sans contradiction, puisque certaines préconisent la tenue d'un débat sur une question aussi large et générale que celle de la revitalisation du mécanisme pour le désarmement.

À cet égard, le Mouvement des pays non alignés insiste depuis plusieurs années déjà sur la nécessité de convoquer la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous pensons qu'une session extraordinaire offrirait le cadre approprié pour examiner le fonctionnement du mécanisme multilatéral pour le désarmement. S'il y a effectivement consensus sur le fait que le dispositif de désarmement devrait être modifié, alors la session extraordinaire devrait être convoquée dans les meilleurs délais.

La délégation cubaine est prête à contribuer de manière constructive au succès des travaux de la présente session. Nous espérons que la Commission du désarmement, dans le cadre de ce nouveau cycle, sera en mesure de présenter à l'Assemblée générale des résultats concrets issus de nos travaux.

M. Koller (Autriche) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter, ainsi que les autres membres du Bureau, de votre accession à vos

fonctions respectives pour la session de la Commission du désarmement de cette année. Je voudrais également remercier le Président et le Bureau sortants de la Commission pour le travail qu'ils ont accompli pendant la session de 2011.

La Commission peut être assurée de l'entière coopération de ma délégation. L'Autriche est très attachée à la redynamisation des travaux de la Commission du désarmement, dans le cadre des efforts d'ensemble pour revitaliser le mécanisme pour le désarmement.

Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant du Danemark au nom de l'Union européenne. Je voudrais y ajouter quelques observations.

Monsieur le Président, le rôle de direction que vous jouez en ce début de nouveau cycle triennal est très important, notamment en ce qui concerne l'élaboration d'un ordre du jour approprié pour la Commission du désarmement. En tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale et organe délibérant, la Commission a pour mission de formuler des recommandations sur différents problèmes liés au désarmement. Il a déjà été souligné à la présente session que telle est la tâche principale de la Commission. Elle n'a pas pour mission de négocier des traités sur le désarmement mais de mener des délibérations. En conséquence, je pense que nous pouvons faire mieux que ce que nous avons fait ces 12 dernières années. Nous déplorons vivement le fait que la Commission n'a pas été en mesure, depuis 10 ans au moins, de s'acquitter de son mandat et nous espérons sincèrement que nos travaux, durant le prochain cycle triennal, aboutiront à des recommandations concrètes qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

À cet effet, il est important d'élaborer avec soin et rigueur le programme de travail pour le prochain cycle triennal. L'expérience des précédents cycles montre que l'examen de questions trop générales n'aboutit à aucun résultat concret. À cet égard, il convient de noter que la dernière fois que la Commission a convenu de recommandations concrètes, en 1999, celles-ci portaient sur des sujets précis et concis, à savoir, la création de zones exemptes d'armes nucléaires en vertu d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée et les lignes directrices sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis particulier sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 de l'Assemblée générale. Nous estimons que nous devons à nouveau nous efforcer de trouver des sujets bien ciblés, pour faciliter l'élaboration de recommandations concrètes.

En outre, la Commission doit débattre de son rôle et de son fonctionnement. En 1999 déjà, la Commission avait

dressé la liste des moyens d'améliorer son fonctionnement. Après 12 années d'échec, une discussion franche sur la façon de rendre la Commission de nouveau opérationnelle apparaît nécessaire.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que cette idée correspond parfaitement à la décision 52/492, par laquelle l'Assemblée générale a convenu que l'optimisation des méthodes de travail de la Commission du désarmement pourrait, selon les circonstances, devenir un processus permanent reposant sur le consensus, notamment dans le cadre du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. Je pense qu'il s'agit ici de définir le cadre approprié, l'Assemblée générale ayant le dernier mot en ce qui concerne la tenue éventuelle d'un débat sur le rôle et le fonctionnement de la Commission.

Enfin, comme d'autres délégations que nous avons entendues aujourd'hui, ma délégation estime que les résultats de nos délibérations, sous la forme de recommandations, doivent être mieux mis en évidence afin de permettre aux futures sessions de la Commission de faire fond sur ce qui a déjà été accompli.

M. Moktefi (Algérie) : Tout d'abord, la délégation algérienne voudrait s'associer pleinement à la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés. Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous adresser nos chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de la Commission du désarmement. Votre carrière diplomatique et votre expérience spécifique dans le domaine du désarmement constituent des attributions de compétence largement prouvées qui font que nous pouvons être optimistes quant à nos travaux qui, sans nul doute, sous votre direction, pourront achever des résultats concrets.

Ma délégation voudrait également féliciter les autres membres du Bureau et vous exprimer, à vous-même, ainsi qu'aux autres membres du Bureau, notre plein appui et la coopération de la délégation algérienne. Nous remercions également par la même occasion le Président sortant de la Commission, le Représentant permanent de l'Iraq, pour le travail laborieux qu'il a fourni durant sa présidence de la Commission.

Ma délégation voudrait intervenir aujourd'hui sur la question des points de l'ordre du jour de la Commission du désarmement et, par là même, réagir aux multiples déclarations qui ont été faites par un certain nombre de délégations qui ont répété d'une même voix la même chose pour déplorer l'absence de progrès au niveau de la Commission. Cet état de fait - cette impasse - relève de la responsabilité de tous

les États Membres. C'est une responsabilité partagée qu'il faudra assumer.

Cependant, nous estimons que la solution à cette situation d'impasse et de blocage de la Commission du désarmement relève du domaine de la volonté politique et d'éléments extérieurs au travail de la Commission. Toutefois, nous pouvons améliorer le fonctionnement de la Commission si nous le voulons bien. Un travail a déjà été élaboré et un document existe, publié sous la cote A/CN.10/137, qui contient des recommandations pratiques pour améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement. Vous pouvez vous-même, en tant que Président, exploiter ce document dans le cadre de consultations informelles avant la session de fond, et peut-être pourriez-vous nous suggérer des méthodes de travail durant le déroulement des travaux de la Commission.

Mais en aucun cas, notre délégation n'estime qu'il puisse y avoir à l'ordre du jour un point consacré uniquement au rôle de la Commission du désarmement. Ce point ne peut pas figurer dans l'ordre du jour, car il n'est ni opportun ni judicieux d'engager un débat qui, probablement, n'aboutirait pas à des résultats. Ce serait un débat de répétition qui ne serait pas fructueux. Le débat, s'il y a lieu de l'engager, devrait se dérouler dans le cadre de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui pourrait, à cette occasion, revoir toute la problématique du désarmement et tous les éléments du mécanisme des Nations Unies. Des impasses existent également dans d'autres mécanismes des Nations Unies. En conséquence, la délégation algérienne appuie la proposition du Mouvement des pays non alignés d'inscrire deux points à l'ordre du jour : une question consacrée au désarmement nucléaire et une deuxième question consacrée au projet de déclaration de la quatrième Décennie du désarmement.

M. Arrocha (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous espérons que l'intervention de la Norvège ne sera pas de mauvais augure pour la Commission du désarmement.

Ma délégation tient, en premier lieu, à vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de la Commission du désarmement et, par votre entremise, à féliciter les autres membres du Bureau. Comme nous n'avons cessé de le répéter, le Mexique partage, lui aussi, le sentiment de frustration évoqué par d'autres délégations. Nous souscrivons sans réserve, en particulier, aux éléments mis en exergue par la délégation suédoise dans sa déclaration.

La Commission du désarmement n'a qu'un seul objectif : délibérer en vue de produire des recommandations qui mèneront au désarmement. Comme plusieurs délégations

l'ont souligné, plus de 10 années se sont écoulées sans que cet organe ait été en mesure de s'acquitter de ce seul et unique mandat. Ceci nous amène tout naturellement à nous interroger sur la validité et la pertinence de la Commission dans le mécanisme de désarmement de l'ONU.

Il n'existe pas actuellement, pour le Mexique, de thème plus urgent à examiner que la façon de trouver des mécanismes qui permettent à la Commission de s'acquitter de son mandat d'organe délibérant afin de produire des résultats concrets. En conséquence, pour que la Commission s'acquitte de son mandat, il faut traiter de cette question. De plus, la Commission étant par excellence le seul forum de cette nature dans le domaine du désarmement, nous devons être prêts à rendre compte à la communauté internationale de nos échecs et de nos succès. Espérons que ces derniers seront plus nombreux.

En conclusion, Monsieur le Président, je voudrais réitérer l'appui du Mexique à vos travaux et vous souhaiter un plein succès dans votre entreprise.

M. Sanabria (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je tiens d'emblée, Monsieur le Président, à dire combien ma délégation se félicite et se réjouit que vous dirigiez nos travaux de fond au mois d'avril. Nous vous félicitons également d'avoir accepté cette responsabilité et vous assurons de notre collaboration loyale et étroite en vue du succès de vos travaux. Je souhaite également féliciter les autres membres du Bureau qui ont été élus aujourd'hui. Nous espérons que les autres postes du Bureau seront pourvus au plus tôt. Je tiens aussi à saisir la présente occasion pour saluer les efforts déployés par le Président de la session précédente, l'Ambassadeur Al Bayati, avec qui j'ai eu l'honneur et le plaisir de coopérer étroitement l'année dernière.

La délégation espagnole s'associe sans réserve à la déclaration faite au cours de la présente session par le représentant du Danemark au nom de l'Union européenne, et signale également qu'elle partage la plupart des avis exprimés ici aujourd'hui. Nous sommes évidemment préoccupés par l'inertie qui afflige depuis tant d'années la Commission du désarmement, inertie qui, si je peux me le permettre, est mortelle pour la Commission elle-même. Et cela n'est guère positif non plus pour le mécanisme de désarmement que cette commission n'ait pas été en mesure de s'acquitter du mandat qui lui a été confié, qui ne consiste plus à délibérer – ce qu'elle fait et de manière très intéressante – mais à produire des résultats sous forme de recommandations. C'est ce qui manque. Ce serait positif pour le mécanisme de désarmement, mais l'absence de recommandations est très préjudiciable pour la Commission.

Dans votre déclaration liminaire, Monsieur le Président, vous avez parlé d'une « impasse dangereuse et incompréhensible ». Nous sommes tout à fait d'accord. Vu de l'extérieur, c'est tout à fait incompréhensible et dangereux pour les raisons que je viens d'évoquer. Nous comprenons donc qu'il faut commencer à changer les choses en commençant par la Commission elle-même.

Lorsque nous concluons nos travaux, mais sans hélas sans produire de recommandations, c'est ce que nous avons dit lors de la dernière session et du dernier cycle. Et ma délégation disait que nous devions revoir les méthodes de travail de la Commission. Comme je l'ai dit, nous devrions commencer par réfléchir à ce que nous pourrions nous-mêmes faire pour améliorer l'efficacité. Assurément, l'expérience nous enseigne que beaucoup de temps et d'énergie sont perdus sur des questions de procédure. Bien que les questions procédurales soient importantes, ce que nous ne cherchons nullement à nier, les discussions consacrées à la procédure interviennent au détriment des débats de fond.

C'est pourquoi nous nous associons aux orateurs qui ont estimé qu'en ce nouveau cycle et en cette nouvelle session, nous devrions faire le meilleur usage possible de l'expérience acquise – qui est considérable – pour améliorer ce qui a été mal ou pas assez bien fait jusqu'ici. Nous devons commencer par nous fixer des objectifs concrets et réalisables pour les trois prochaines années. Nous entendons bien évidemment apporter notre modeste contribution à cette réflexion. Mais je répète qu'il nous semble inévitable, souhaitable et nécessaire que nous envisagions comment changer la manière dont travaille cet organe pour éviter qu'il ne devienne totalement hors de propos et inutile. Un tel cas de figure ne serait bon pour personne, mais c'est assurément la Commission elle-même qui en pâtirait le plus.

La question de la volonté politique a été évoquée par beaucoup d'orateurs. Certes, c'est une question importante, mais je pense qu'il doit aussi y avoir une volonté organique de la part de la Commission, autrement dit des membres ici présents, une volonté de tous faire un effort supplémentaire afin de trouver des compromis. Les questions dont nous débattons sont très complexes et hautement sensibles. Mais, si sur une question prioritaire de l'ordre du jour international tel le désarmement, la Commission n'est pas capable de produire des résultats, alors elle continuera à ne pas répondre aux attentes et aux besoins.

Je voudrais conclure comme j'ai commencé, en vous félicitant, Monsieur le Président, et en formant le vœu que tous ensemble, cette année, nous parvenions à sortir de cette inertie, à franchir un cap et à produire enfin des résultats, ce qui serait bénéfique pour tout le monde.

M. Ko Ko Shein (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection en tant que Président de la Commission du désarmement. Je tiens également à adresser nos félicitations aux autres membres du Bureau.

Je travaille à la Commission du désarmement depuis 1999, et je peux témoigner de tous les résultats de nos négociations à l'époque. Si je ne me trompe pas, à la session de 1999 de la Commission, nous avons discuté de trois sujets - les zones exemptes d'armes nucléaires, la maîtrise des armes classiques et la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement - et nous nous sommes mis d'accord sur deux d'entre eux : les zones exemptes d'armes nucléaires et la maîtrise des armes classiques.

Lorsqu'on se penche sur les succès obtenus en 1999, on constate sans difficulté que, depuis l'introduction du nouveau cycle triennal d'examen, les thèmes de nos discussions ont été choisis avec le plus grand soin. Pourtant, aucun progrès n'a été enregistré depuis 1999. L'année 2012 marque le début d'un nouveau cycle de discussions. Je voudrais donc suggérer aux membres de la Commission de ne pas seulement se focaliser sur les questions de fond, mais aussi d'examiner les questions de procédure. Nous devons nous consacrer à des questions précises sur lesquelles la Commission du désarmement est susceptible de produire des résultats à l'issue du cycle triennal. Je sou mets cette proposition à la réflexion de tous les membres.

M. Toro-Carnevali (Venezuela) (*parle en espagnol*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre élection au poste de Président de la Commission du désarmement, et je saisis cette occasion pour exprimer la reconnaissance de ma délégation au Président sortant.

Ma délégation souscrit à la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Bien que le Venezuela, comme d'autres pays, regrette l'absence de progrès enregistrés dans les travaux de cette Commission, il estime que cette stagnation – si on veut l'appeler ainsi – est la conséquence d'une absence de volonté politique, et non, comme d'aucuns l'ont dit, le produit de certaines de ses méthodes de travail. En accord avec les objectifs fondamentaux de cet organe, ma délégation souscrit à la proposition faite par la délégation cubaine d'inclure à l'ordre du jour de la Commission le point relatif au projet de déclaration faisant des années 2010 la quatrième décennie du désarmement.

Pour conclure, je vous souhaite une nouvelle fois, Monsieur le Président, plein succès pendant votre présidence.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant de l'Algérie a demandé à prendre de nouveau la parole.

M. Moktefi (Algérie) : Ma déclaration va être très brève. Je suis désolé de reprendre la parole, mais je voudrais juste attirer votre attention, Monsieur le Président, sur le fait qu'un certain nombre de délégations ont parlé d'une même voix et ont répété la même position, déjà exprimée par le Président du groupe du Mouvement des pays non alignés. Cela ne devrait pas donner l'impression qu'une majorité des États membres est favorable à une certaine position. Le groupe du Mouvement des pays non alignés a une certaine discipline, et seul son Président prend la parole. Si tous les États membres du Mouvement prenaient la parole pour répéter la même position, cela ne serait pas très opportun et pourrait provoquer un long débat, ainsi que des dépenses inutiles.

M. Laudi (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je serai bref. Je voudrais d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à cette fonction. Soyez assurés de pouvoir compter sur notre appui. Je félicite également tous les nouveaux membres du Bureau et tient aussi à remercier les membres du Bureau sortant.

Naturellement, nous souscrivons à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

Je siège à la Commission, non pas depuis 1999, mais seulement depuis 2008, et je suis très satisfait et enthousiaste d'avoir entendu autant de déclarations positives et constructives des différentes parties. Cela me donne l'impression que nous avançons dans la bonne direction – vers un nouveau cap. Je pense que c'est la voie à suivre, parce que, comme d'autres orateurs l'ont dit, nous sommes actuellement dans une impasse. Malheureusement, cet organe n'a pas été en mesure de produire quoi que ce soit ces 12 dernières années.

J'ai également entendu d'autres voix qui, à mon avis, disent essentiellement la même chose, mais dont j'estime qu'elles sont néanmoins constructives. Cependant, je voudrais faire brièvement un commentaire sur la deuxième intervention faite par mon collègue et ami de l'Algérie. Ce n'est pas vrai que tout le monde s'est aligné sur le point de vue du Président de son groupe régional respectif. En fait, cela est incorrect, et je lui propose de lui expliquer plus en détail la composition de l'Union européenne, du Groupe occidental et du Groupe oriental. Son analyse n'est en tout cas pas exacte pour ces groupes et je ne peux pas laisser passer cela.

M. Hashmi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Le Pakistan s'associe aux autres délégations pour vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que les autres membres du Bureau, à l'occasion de votre élection à la Commission. Nous saluons également le travail accompli par le Président et les membres du Bureau sortants.

Je saisis également cette occasion pour indiquer que ma délégation s'associe à la déclaration faite par le Mouvement des pays non alignés. Je voudrais ajouter quelques commentaires à titre national sur la base des déclarations qui ont été faites aujourd'hui.

Ma délégation a suivi avec beaucoup d'intérêt les observations faites aujourd'hui et les commentaires relatifs à l'état déplorable dans lequel se trouve le mécanisme du désarmement, en particulier la Commission du désarmement. Pour nous, ces manifestations d'inquiétude n'ont rien de nouveau. Nous les avons déjà entendues, y compris à l'Assemblée générale. Cependant, de l'avis de ma délégation, ces inquiétudes décrivent essentiellement les effets de l'impasse et n'ont pas grand-chose à voir avec les causes réelles de cette soi-disant impasse à l'origine de cette situation.

Nous sommes prêts à entendre des propositions visant à renforcer la Commission, ainsi que le mécanisme du désarmement dans son ensemble. Dans le même temps, nous voudrions également attirer l'attention, et peut-être mettre l'accent, sur la nécessité de nous demander si une approche fragmentaire en vaut réellement la peine.

En fin de compte, la Commission du désarmement n'est qu'un élément du mécanisme du désarmement. Nous devons nous demander si les tentatives de réformer les méthodes de travail de la Commission auront une incidence sur la réalité politique, et, si oui, dans quelle mesure. Nous ne devons pas oublier que des efforts pour améliorer les méthodes de travail de la Commission ont déjà été entrepris par le passé au sein même de la Commission, avec très peu de résultats, voire aucun résultat.

Ma délégation ne suggère pas qu'il faille exclure cette possibilité, mais simplement que nous devons être conscients du fait que de tels efforts ont été menés au sein de la Commission au cours des cinq ou six dernières années et n'ont abouti qu'à très peu de résultats.

Le fait est qu'en l'absence d'une politique plus générale sur les stratégies, les modalités et les mécanismes du régime de désarmement et de non-prolifération dans son ensemble, on voit très mal dans quelle mesure ces micro-approches pourraient être efficaces, même avec les meilleures intentions du monde.

Nous voudrions également réagir très brièvement aux arguments selon lesquels il faudrait désormais adopter des points de l'ordre spécifiques et concrets, au lieu de sujets très vastes et génériques. À notre avis, le problème n'est pas lié au libellé de l'ordre du jour. Il est lié à la question plus vaste des perspectives d'avenir et des déceptions voire des échecs du passé, notamment compte tenu de la tendance actuelle à privilégier des approches sélectives, qui, soit dit en passant, se basent sur des intérêts nationaux. À ce sujet, je me souviens que plusieurs délégations ont fait remarquer que les approches adoptées par certains pays sont essentiellement fondées sur des intérêts nationaux, et non sur des intérêts internationaux.

À l'heure actuelle, on constate, au sein du régime de désarmement et de non-prolifération, une tendance à ce que les approches sélectives reposant sur des intérêts nationaux, commerciaux et politiques très étroits soient retenues aux dépens des normes internationales établies, du cadre juridique international et des traités internationaux. Ces questions sont parmi celles qui figurent au cœur du débat. Et ces questions forment le cadre de ce que j'ai qualifié tout à l'heure de « causes de l'impasse ». Par conséquent, nous devons mener une réflexion approfondie et en toute sincérité sur ces aspects.

Ma délégation est prête, au sein de la Commission et dans d'autres instances, à discuter des causes de cette impasse et de ses effets sur cet organe et sur les autres composantes du mécanisme de désarmement. Nous aimerions également débattre et convenir des moyens d'aller de l'avant.

Pour terminer, ma délégation estime que la meilleure approche est une approche globale telle que celle préconisée par le Mouvement des pays non alignés, autrement dit convoquer une session extraordinaire consacrée au désarmement. C'est en effet le meilleur moyen d'aborder toutes les questions, de mener des discussions et de concilier les points de vue divergents pour ensuite être en mesure de recenser les éléments à partir desquels forger un consensus international.

M. Aljowaily (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais, Monsieur le Président, vous féliciter pour votre élection à la présidence de la Commission du désarmement. Notre délégation tient à vous assurer de son plein appui dans l'exécution de votre mandat.

Je n'avais pas prévu d'intervenir, étant donné que la délégation de l'Indonésie a prononcé une déclaration ayant été convenue entre tous les États membres du Mouvement des pays non alignés. Toutefois, le représentant de l'Algérie nous a rappelé que l'Indonésie, à travers cette déclaration

prononcée au nom du Mouvement, a exprimé notre point de vue en tant que groupe et en tant que Mouvement sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Or, dans le cadre de notre débat actuel, nous ne voyons aucune contradiction entre les points de vue exprimés par certains États aujourd'hui et la position du Mouvement des pays non alignés, en ce sens que traiter des questions globales et générales n'exclut pas qu'il soit possible de trouver un compromis sur certains aspects et éléments de l'ordre du jour.

L'inverse est peut-être vrai. Mais étant donné qu'il s'agit de termes génériques et d'une question globale, nous estimons que les États peuvent exprimer leurs vues sur des éléments et des aspects spécifiques de tous les points à l'examen. Pour notre part, nous sommes ouverts aux discussions et échanges de vues qui nous permettraient de parvenir à un consensus en avril sur l'ordre du jour de la session actuelle et de la prochaine session.

M. Ri Tong Il (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter de votre élection à la présidence de cet organe extrêmement important. Dans le même temps, je tiens à remercier le Président sortant, M. Al Bayati, de l'Iraq, de son excellent travail durant la session de 2011.

S'agissant du sujet sur lequel nous nous penchons aujourd'hui, ma délégation a suivi le débat très attentivement. Nous reconnaissons l'importance du rôle que joue la Commission du désarmement. Comme l'ont souligné de nombreuses délégations, la Commission fait partie du petit nombre de composantes du mécanisme de désarmement mis en place dans le cadre de l'ONU et tente d'apporter une contribution par tous les moyens possibles. Elle ne saurait être mise à l'écart à l'avenir, d'autant moins dans le cadre de sa prochaine session.

Le rôle spécifique de la Commission du désarmement concernant l'ordre du jour est étroitement lié à la nécessité d'établir des points de l'ordre du jour qui, lorsque nous les aborderons, auront inévitablement un impact profond sur son propre rôle. À cet égard, la délégation de la République populaire démocratique de Corée appuie la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés et s'y associe.

S'agissant des domaines prioritaires mentionnés par le représentant de l'Indonésie, ils sont également conformes aux priorités nationales de la République populaire démocratique de Corée. Ma délégation considère le désarmement nucléaire comme sa priorité absolue en matière de politique étrangère.

De nombreuses délégations ont soulevé la question des méthodes de travail, qui peuvent contribuer à la progression des travaux dans cette importante enceinte, mais il importe que nous soyons très attentifs à une chose. Quel que soit le point de l'ordre du jour que nous choisissons – par exemple, les méthodes de travail – il n'est possible de progresser que si tous les groupes régionaux ou camps politiques font preuve de volonté politique. Ma délégation estime que la volonté politique est l'outil le plus important qui permettra aux travaux de la Commission du désarmement de progresser.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Norvège a demandé à prendre la parole une deuxième fois.

M. Langeland (Norvège) (*parle en anglais*) : Je suis désolé de prendre à nouveau la parole, mais notre débat est si intéressant que cela m'a poussé à reprendre la parole. Je ne vais pas répondre directement, mais je vais faire quelques observations.

Premièrement, il a été souligné que des propositions contradictoires ont été formulées en vue de trouver des moyens d'aller de l'avant. De toute évidence, nous sommes en présence de vues divergentes qui n'ont pas été harmonisées, mais toutes les déclarations ont en commun une préoccupation relative au statut actuel de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies et au mécanisme de désarmement.

Certains attribuent la situation actuelle à un manque de volonté politique. Évidemment, si nous étions parvenus à un consensus sur la manière de faire progresser les initiatives de désarmement, il est probable que nous n'aurions même pas besoin de la Commission, parce que nous serions entièrement d'accord. Nous n'aurions pas besoin de délibérer; nous n'aurions qu'à négocier et conclure des accords. D'une certaine manière, nous avons donc besoin d'un organe de délibération du fait de ces désaccords.

Comme l'a souligné mon collègue pakistanais, il existe différents intérêts et différentes perspectives. Du point de vue de ma délégation, nous n'attendons pas que des miracles se produisent pendant une session de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Nous allons nous heurter à des désaccords durant la session d'avril lorsque nous aborderons la question des armes nucléaires et des armes classiques, mais organisons au moins ces débats de manière structurée.

Le but du débat d'aujourd'hui est d'inviter les délégations à envisager et à rechercher des moyens d'aller de l'avant. Il n'existe pas de plan à cet effet. Certains seraient partisans d'axer davantage le débat sur les sujets choisis dans le cadre de la rubrique du désarmement nucléaire ou des

armes classiques, en s'inspirant par exemple de la session de 1999, lors de laquelle des recommandations spécifiques ont été formulées concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires. L'idée est de définir des points sur lesquels nous pouvons nous entendre et progresser sans nous montrer sélectifs; nous devons au moins nous efforcer de trouver ces points d'entente.

Une autre approche suggérée aujourd'hui consiste à nous baser sur nos réussites des années passées. La triste réalité est que nous disposons de rapports de procédure établis à l'occasion des précédentes sessions de la Commission, mais ils se contentent de faire référence aux groupes de travail au sein desquels ont eu lieu les débats de fond. Le seul rapport officiel dont nous disposons se contente de citer le nom du Président et le fait que nous avons organisé un certain nombre de débats sans parvenir à un consensus. Peut-être devrions-nous essayer de reprendre ces débats d'année en année et d'en développer les résultats. Au bout du compte, nous pourrions parvenir à rendre nos délibérations plus consensuelles. Nous ne savons si cela fonctionnera, mais nous devons au moins essayer. Certains d'entre nous ont tenté de faire passer ce message. Nous devons faire un bilan de nos délibérations lorsque nous nous présenterons devant la Première Commission.

Ces propositions sont mises en avant pour tenter de rendre les délibérations de la Commission du désarmement plus pertinentes aux yeux des capitales, pour nos amis à Genève et ici. Évidemment, nous sommes conscients que des vues divergentes existent concernant l'ordre du jour dans le domaine du contrôle des armes. Nous savons que c'est le cas à Genève et au sein de la Première Commission, et il a pour cela suffi d'examiner les différentes résolutions mises aux voix, mais la fonction de cet organe est de délibérer et de tenter de surmonter les désaccords pour rechercher des moyens de promouvoir un consensus.

M. Hallak (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, je tiens d'emblée à vous féliciter de votre élection à la présidence de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes convaincus que votre expérience et votre sagesse seront un atout qui vous permettra de contribuer à la réussite de nos travaux. Nous remercions le Représentant permanent de l'Iraq, le précédent Président de la Commission, des efforts inlassables qu'il a déployés pour s'acquitter de ses responsabilités l'année dernière.

Nous nous associons à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés et approuvons pleinement ses remarques concernant les points spécifiques de l'ordre du jour de la

Commission. Comme d'autres collègues qui se sont exprimés avant moi, je n'avais pas prévu de prendre la parole puisque le représentant de l'Indonésie s'est exprimé au nom de tous les États membres du Mouvement des pays non alignés. Cependant, compte tenu du débat qui s'est déroulé dans cette salle ce matin et des déclarations que nous avons entendues de la part de nos collègues, nous avons décidé de faire les observations suivantes.

Premièrement, nous tenons à souligner que le désarmement nucléaire est notre priorité absolue, conformément aux dispositions de la résolution 52/492, qui est elle-même conforme à l'ordre du jour et aux priorités de la Commission du désarmement. La principale raison de l'échec des travaux de la Commission du désarmement ou de tout autre mécanisme de désarmement est le manque de volonté politique de la part de certaines parties qui se sont focalisées sur leurs objectifs et intérêts individuels.

Nous espérons que les questions essentielles liées au désarmement en général, ainsi que les mécanismes du processus de désarmement, seront examinées dans le cadre de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le Président (*parle en espagnol*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur au titre de ce point.

Si je peux me permettre, en ma qualité de Président, et compte tenu de la responsabilité qui m'a été confiée, je voudrais dire que la richesse des vues exprimées au cours de ce débat montre que nous traitons de questions réellement importantes qu'il est vraiment nécessaire d'examiner. Toutes les déclarations, qu'elles aient été faites par les groupes régionaux ou politiques ou par les délégations des différents pays, ont été et seront dûment prises en compte.

En matière de désarmement, et compte tenu de mon expérience personnelle et de la frustration que je ressens, je pense que le moindre progrès, aussi mineur soit-il, est important. Dans le domaine du désarmement, on ne peut faire des avancées longues d'un kilomètre à la fois. Nous devons tenir compte des énormes besoins de la communauté internationale sans oublier, dans le même temps, le respect des intérêts nationaux de chaque délégation. C'est pourquoi je pense qu'un débat tel que celui-ci peut, en particulier durant sa première phase, nous fournir un cadre de référence très important. Les représentants peuvent être assurés que la présidence mettra tous ses efforts et toutes ses connaissances, si modestes soient-elles, au service de la réalisation des objectifs importants pour notre Commission.

Malheureusement, je serai en mission la semaine prochaine. Je serai de retour la première semaine de

février. Les participants peuvent toutefois être assurés que j'organiserai des consultations, dès mon arrivée, afin d'avoir une idée un peu plus claire de la situation. Je le répète, il a été pris dûment note de toutes les déclarations prononcées et toutes les idées et propositions formulées aujourd'hui. Je ne doute pas que le moment venu, les membres constateront qu'elles sont prises en compte dans le document que nous souhaitons tous adopter par consensus.

Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2012 de la Commission du désarmement

Le Président (*parle en espagnol*) : L'ordre du jour provisoire de la session de fond de 2012 est publié sous la cote A/CN.10/L.67. Comme les membres peuvent le constater, deux questions de fond - les points 4 et 5 - sont laissées en blanc.

Comme nous entamons un nouveau cycle triennal, je voudrais donner la parole à ceux qui souhaitent exposer leurs vues sur le choix des points 4 et 5. Beaucoup de choses ont toutefois déjà été dites pendant le débat précédent. Bien entendu, cela peut servir de base à une approche plus objective à cet égard.

Comme les membres de la Commission le savent, la décision 52/492 de l'Assemblée générale, qui fixe les procédures de la Commission, est très claire.

«[L]a partie de l'ordre du jour de la Commission du désarmement qui concerne les questions de fond devrait normalement se composer de deux points de l'ordre du jour par an choisis parmi tout l'éventail des questions de désarmement, dont l'un aurait trait au désarmement nucléaire. Il serait possible de retenir un troisième point de l'ordre du jour si un consensus se dégageait pour l'adopter. Les organes subsidiaires ne devraient pas se réunir parallèlement à la session de la Commission ». (*décision 52/492, paragraphe b) de l'Assemblée générale*)

En fonction de l'issue de notre débat, nous pourrions nous prononcer sur le nombre de questions de fond à examiner durant la session de 2012 et le reste du cycle triennal, y compris jusqu'en 2014, et sur le nombre de groupes de travail.

S'ils le souhaitent, les représentants peuvent maintenant débattre du choix des questions de fond. Dans le cas contraire, nous pourrions renvoyer cette question très importante à une prochaine séance, après la tenue des consultations avec les groupes régionaux et les pays. Si les représentants souhaitent s'exprimer sur ce point, je voudrais les entendre. En l'absence d'objection, je considérerai que

la Commission souhaite prendre note de l'ordre du jour provisoire pour la session de fond de 2012, publié sous la cote A/CN.10/L.67, sachant que l'ordre du jour sera modifié et officiellement adopté après qu'un consensus aura été dégagé sur les points 4 et 5.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je crois également comprendre que des consultations doivent être organisées pour parvenir, comme je l'ai dit, à un accord sur les questions de fond et que la Commission prendra les mesures nécessaires une fois un tel accord intervenu.

Questions d'organisation

Le Président (*parle en espagnol*) : Comme il a été indiqué, la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies est un organe de l'Assemblée générale qui se réunit chaque année. Ses sessions sont financées par le budget ordinaire et ne nécessitent pas de financement supplémentaire. Cela ne signifie pas pour autant que nous devions gaspiller les ressources que l'Organisation a tant de mal à obtenir dans des sessions vides de sens qui ne donnent aucun résultat. Nous devons donc tous nous employer à faire en sorte de tirer le meilleur parti de ce budget ordinaire et du fait que la Commission n'a pas besoin de financement supplémentaire.

En outre, conformément à la décision 52/492 de 1998, les sessions de fond annuelles de la Commission du désarmement durent trois semaines. En conséquence, à sa session de 2012, la Commission procédera selon la pratique établie et se réunira donc à temps plein pendant trois semaines. Gardant cela à l'esprit, le Secrétariat a fixé les dates de la session de fond de 2012, qui se tiendra du 2 au 20 avril. Le dernier jour de la première semaine - le 6 avril - coïncide avec une fête religieuse, le vendredi saint, et aucune séance ne sera organisée ce jour-là. Le calendrier de la session sera modifié en conséquence.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je tiens à souligner que, suivant la pratique établie, toutes les questions

d'organisation doivent être closes à la session d'organisation de la Commission du désarmement. Malheureusement, comme j'en ai déjà informé la Commission, nous ne sommes pas en mesure de clore l'examen de ces questions d'organisation car les postes vacants suivants n'ont pas encore été pourvus pour le Bureau : deux postes de vice-président à pourvoir par le Groupe des États d'Afrique; un poste de vice-président à pourvoir par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; et un poste de rapporteur et un poste de vice-président à pourvoir par le Groupe des États d'Asie-Pacifique.

Comme les membres le comprendront, il s'agit d'une tâche urgente. Je saisis cette occasion pour demander instamment aux groupes régionaux concernés d'organiser toutes les consultations nécessaires pour permettre à la Commission d'entamer ses travaux de fond à la date prévue, le 2 avril, avec tous les membres du Bureau élus.

En conséquence, il paraît souhaitable de lever la présente session d'organisation pour permettre au Bureau et aux délégations d'organiser de nouvelles consultations sur ces questions et d'en tenir compte le moment venu.

S'il n'y a pas d'autres questions urgentes à aborder, je considérerai que la Commission du désarmement souhaite clore sa session d'organisation de 2012 et régler les questions d'organisation encore en suspens à la première séance de la Commission du désarmement, le 2 avril.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en espagnol*) : Il est évident, comme je l'ai dit plus tôt, qu'avant ces séances nous tiendrons autant de consultations que nécessaire, et à cette fin, j'apprécierai la collaboration et la présence des membres à toutes ces consultations.

La prochaine séance de la Commission du désarmement, ainsi que son format, sera annoncée dans le Journal des Nations Unies. Je remercie tous les membres de leur présence, de leur participation et de la teneur de leurs observations.

La séance est levée à 12 h 5.